



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale de BRETAGNE
après examen au cas par cas sur
le zonage d'assainissement des eaux pluviales
de la commune de Perros-Guirec (22)**

n° MRAe 2016-004377

Décision du 13 octobre 2016
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 23 juin 2016 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au **projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor)** reçue le 16 août 2016 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé, délégation territoriale des Côtes d'Armor, en date du 25 août 2016 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

Considérant que le projet de zonage est conduit dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui prévoit notamment l'ouverture à l'urbanisation d'environ 66 ha (zone 1AU et 2AU) ;

Considérant que le projet de zonage prévoit :

- de privilégier l'infiltration comme technique de gestion des eaux pluviales ;
- de fixer des coefficients d'imperméabilisation des sols et des débits de fuite maximums pour les nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation ;

Considérant la localisation du projet de zonage de la commune dont le territoire est concerné par :

- les sites Natura 2000 « Côte de Granit rose » institués au titre des directives « Habitats » et « Oiseaux »,
- la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) « Vallée de Traouiero »,
- plusieurs sites de baignade,
- plusieurs ruisseaux côtiers qui ont pour exutoire le milieu marin ;

Considérant que l'ouverture à l'urbanisation, telle qu'elle est envisagée par le projet de PLU, est relativement conséquente et qu'elle implique une augmentation importante de l'imperméabilisation des sols et potentiellement du ruissellement des eaux pluviales ;

Considérant que les éléments transmis ne démontrent pas la faisabilité d'infiltrer les eaux pluviales pour les nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation ;

Considérant que les éléments transmis ne démontrent pas que les niveaux de protection des ouvrages et de débit maximum des rejets sont réellement adaptés aux enjeux environnementaux liés à la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales ;

Considérant que les milieux et usages (baignade) susceptibles d'être impactés en aval, sont sensibles aux polluants véhiculés par les rejets d'eaux pluviales, et qu'il apparaît, dès lors, utile d'évaluer d'un point de vue qualitatif l'impact de ces rejets ;

Considérant toutefois que le PLU, en cours d'élaboration est soumis à évaluation environnementale, et qu'il apparaît dès lors préférable d'évaluer les aspects liés à la gestion des eaux pluviales à ce niveau afin d'éviter une répétition de l'évaluation ;

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Perros-Guirec est dispensé d'évaluation environnementale spécifique. L'évaluation devra être intégrée à celle du PLU en cours de révision.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Cette décision, exonérant la personne publique responsable de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations produites par celle-ci. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des incidences ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas la personne publique responsable de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, en particulier celui d'action préventive et de correction.

Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe (www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) ainsi que sur le site de la DREAL Bretagne (www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Rennes, le 13 octobre 2016

La Présidente de la MRAe de la région Bretagne



Françoise GADBIN

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Service d'appui technique à la mission régionale d'Autorité environnementale Bretagne (CoPrEv)
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex